



Assemblée nationale

journal des Débats

Troisième session — 30^e Législature

Le jeudi 1er mai 1975

Vol. 16 — No 21

Président: M. Jean-Noël Lavoie

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Table des matières

Motion relativement au 1er mai	599
Dépôt de documents	
Ministère de l'Industrie et du Commerce	601
Education physique et sport à l'école	601
Questions des députés	
Usine de filtration de DesBaillets	601
Spéculation foncière à Lebourgneuf	602
Menace de grève chez les policiers de Montréal	603
Projet d'aluminerie au parc industriel Saint-Augustin	604
Situation dans les écoles publiques	606
Empoisonnement de travailleurs à la Canadian Copper	606
Négociations entre Bombardier et la SGF	607
Herbicides utilisés le long des routes	608
Travaux parlementaires	609
Motion d'ajournement de la Chambre	610
Vote sur la motion	610
Ajournement	610

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

***Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec,
G1A 1A7***

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

(Quinze heures six minutes)

M. Lavoie (président): A l'ordre, messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.
Présentation de motions non annoncées.

Motion relativement au 1er mai

M. Morin: M. le Président, en ce jour de la Fête des travailleurs je suis sûr que tous les membres de cette Assemblée voudront se joindre à moi pour présenter leurs vœux aux travailleurs du Québec. J'en fais la proposition.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement à ce que cette motion soit proposée?

Des Voix: Non.

Le Président: Ecoutez, messieurs! Cela prend un consentement unanime pour que cette motion soit proposée.

M. Bourassa: M. le Président, je soupçonne les arrière-pensées du chef de l'Opposition, il veut faire un coup de publicité tout simplement. Au Québec, la Fête des travailleurs, c'est le premier lundi du mois de septembre. On n'a pas d'objection à...

M. Léger: Le chef de l'Opposition a proposé une motion. A votre question: Est-ce qu'elle est acceptée unanimement? Il y a eu des non dans la salle. Tant que ce n'est pas accepté unanimement, je ne vois pas comment le premier ministre peut débattre la question.

Le Président: Oh là là! Je vous trouve très légaliste. Ce n'est pas à moi de baisser les clôtures. Je faisais une demande à l'Assemblée; l'honorable premier ministre s'est levé, et je lui ai accordé la parole.

M. Bourassa: Je pense que le gouvernement a prouvé son attachement aux travailleurs autrement que par des motions, notamment dans le dernier budget.

M. Morin: M. le Président, j'ai tenté de présenter cette motion de façon qu'elle soit acceptable à tous. Ce n'est pas aujourd'hui la fête du travail comme l'est le 1er septembre, c'est la fête des travailleurs. C'est la fête des travailleurs dans le monde entier. C'est la raison pour laquelle je propose une fois de plus que cette Assemblée se joigne à moi pour présenter ses vœux.

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, messieurs! A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Morin: M. le Président, j'ai cru distinguer, chez certains des ministres vis-à-vis, une approbation à l'égard de cette motion.

M. Levesque: J'invoque le règlement.

Le Président: Question de règlement.

M. Levesque: Je demanderais au député de Sauvé s'il a l'intention de présenter une motion de fond ou simplement une motion de forme.

M. Massicotte: Il ne connaît pas la différence.

M. Morin: C'est mon privilège de député de présenter une motion non annoncée et je pensais qu'elle ne prêtait pas à controverse. Je la maintiens.

M. Levesque: J'insiste pour savoir du chef de l'Opposition s'il présente une motion de fond ou une motion de forme.

M. Massicotte: Il ne sait pas la différence.

M. Morin: C'est au président de décider.

M. Levesque: Ah! il ne sait pas lui-même si c'est une motion de fond ou une motion de forme.

M. Morin: M. le Président, vous le savez...

Une Voix: C'est une motion de forme.

M. Morin: M. le Président, le règlement ne prévoit pas, de façon expresse, les motions non annoncées. Je m'en remets à votre sagesse. Je ne voulais surtout pas commencer un débat, je ne pensais pas que cela pouvait prêter à controverse.

M. Levesque: M. le Président, pour la question de règlement, si c'est une question de fond, il y a l'article 91 qui le prévoit, il y a également l'article 57 qui dit que sauf les exceptions prévues au règlement, un député ne peut faire une motion de fond à moins qu'elle ait été annoncée par un avis. Or, le chef de l'Opposition n'a pas fait précéder sa motion d'un avis. Donc, d'après le règlement, même si le chef de l'Opposition admet qu'il ne le connaît pas, il vient de présenter une motion pour la forme.

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Lessard: M. le Président, sur la question de règlement.

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Lessard: Il est vrai que nous n'avons pas cru devoir présenter un avis pour cette motion parce que nous espérons qu'elle fasse l'unanimité de la Chambre.

M. Levesque: Une bonne question de règlement que vient de soulever l'honorable député de Saguenay. Je pense qu'il faut être sérieux lorsqu'on emploie la procédure parlementaire et que l'on se lève au moment de la présentation des motions non annoncées. Lorsque l'on se lève, au moment de la présentation des motions non annoncées, le chef de l'Opposition devrait être le premier à savoir, lui le

juriste, qu'à ce moment-là il présente une motion de forme, une motion d'amendement, une motion secondaire, une motion à laquelle on n'attache pas l'importance d'une motion de fond. Or, lorsque l'on parle des travailleurs du Québec, à mon sens, on devrait y attacher plus d'importance que cela.

Le Président: A l'ordre, messieurs!

M. Harvey (Charlesbourg): M. le Président, question de règlement.

M. Bédard (Chicoutimi): Question de règlement.

Le Président: Sur la question de règlement, le député de Charlesbourg et, après, le député de Chicoutimi.

M. Harvey (Charlesbourg): Sur la question de règlement, M. le Président, en sus du leader du gouvernement, je voudrais mentionner que le leader de l'Opposition officielle étant absent aujourd'hui, puisqu'il participe à des manifestations en regard de la journée des travailleurs, il manque vraiment une lumière au chef de l'Opposition officielle, aujourd'hui.

Le Président: A l'ordre! A l'ordre!

Le député de Chicoutimi, sur la question de règlement.

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, sur la question de règlement, suite à ce que vient de dire le leader du gouvernement, je voudrais simplement lui demander ceci: Je me rappelle que, lorsque cela a été la fête des Irlandais, M. le Président...

Une Voix: Raciste! A l'ordre!

Le Président: Un peu de silence, messieurs!

M. Bédard (Chicoutimi):... cette Assemblée nationale, sans aucun préavis, a jugé bon, sur une motion présentée — on ne s'est pas posé la question si elle était de forme ou de fond — de voter en faveur de cette motion.

M. le Président, je me pose simplement une question et je la pose au leader du gouvernement: Est-ce que nous serions plus procéduriers pour les travailleurs du Québec que pour les Irlandais?

M. Bellemare (Rosemont): M. le Président, sur la même question de règlement.

Le Président: A l'ordre! Question de règlement. Le député de Rosemont.

M. Bellemare (Rosemont): M. le Président, je voudrais savoir du président si la Législature du Québec a établi que le 1^{er} mai était la fête des travailleurs. Est-ce qu'il y a un décret là-dessus?

Le Président: Le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: M. le Président, je voudrais vous

demander une directive. Advenant que cette motion soit recevable, le fait d'adopter cette motion obligerait-il l'Assemblée à modifier également toutes les lois afin qu'elles soient concordantes avec la motion qui est présentée? Je m'explique, M. le Président. Il y a eu, dernièrement, ici même à l'Assemblée nationale, amendement à la Loi électorale, concernant le recensement et certaines autres choses. Le leader parlementaire du Parti québécois, qui était présent à cette commission comme je l'étais, a été l'un de ceux qui ont dit que le recensement devant se faire la semaine de la Fête du travail, c'est le premier lundi de septembre. Donc, comme je me plais à imiter le leader parlementaire du Parti québécois quand il fait quelque chose de bien — cela ne lui arrive pas souvent — je voudrais me pencher beaucoup plus sur la version du leader parlementaire du Parti québécois qui nous a dit, à ce moment, que légalement — parce qu'il paraît que c'est un bon juriste — la Fête du travail, c'est le premier lundi du mois de septembre.

Le Président: Je m'excuse. Ecoutez, sur la question de règlement, étant donné que cela soulève, je ne dis pas beaucoup de controverses, mais des propos ou des commentaires dans l'Assemblée et qu'il ne semble pas y avoir unanimité ou consensus général, je dois dire qu'il s'agit d'une motion de fond et qu'en vertu de notre règlement, une motion de fond doit être, premièrement, annoncée, et, deuxièmement, faite par écrit.

Bon, pour toutes ces raisons, je rejette la recevabilité de cette motion.

M. Morin: Bien. M. le Président, j'en ai une autre qui, elle, prêterait peut-être moins...

M. Mercier: Est-ce que c'est une question de règlement qu'il soulève?

M. Morin: ... à controverse.

Le Président: A l'ordre!

M. Morin: Je ne voudrais pas abuser du temps de cette Chambre, mais le 1^{er} mai marque également le 200^e anniversaire de l'Acte de Québec.

Le Président: Un instant. Laissez la parole à celui à qui elle a été accordée, c'est le chef de l'Opposition officielle.

M. Morin: Ce qui me chagrine, c'est que même à l'égard de questions qui sont fort importantes et très sérieuses, on ait de la difficulté à se faire entendre au milieu de ce cirque.

Des Voix: Ah!

M. Morin: Oui.

M. Bellemare (Rosemont): Le bouffon est debout, on est dans le cirque!

Le Président: S'il vous plaît! S'il vous plaît! Silence! Bon.

M. Morin: M. le Président, il y a deux siècles aujourd'hui, l'Acte de Québec entrant en vigueur. Par cette loi du gouvernement impérial, l'empire lui-même a reconnu, avec nos lois et nos institutions...

Le Président: Excusez-moi... Excusez-moi. Veuillez vous asseoir. Vous avez une autre motion?

M. Morin: Oui.

Le Président: Pour les mêmes raisons, étant donné qu'il s'agit encore d'une motion de fond et qu'elle doit être faite par écrit, je ne peux accepter cette motion. Pour les mêmes raisons.

M. Morin: M. le Président, puis-je vous demander une directive?

Le Président: Oui.

M. Morin: Est-ce que, désormais, pour fêter les Irlandais, il faudra une motion écrite?

Le Président: Oui, oui!

M. Morin: Nous en tiendrons compte.

Le Président: Oui, d'accord. A l'ordre, messieurs!

M. Samson: M. le Président, c'est également la fête du...

Le Président: A l'ordre!

M. Samson: ... ministre des Transports aujourd'hui.

Le Président: Oui, oui. A l'ordre! Motion! A l'ordre! Et pour votre information, demain, c'est la fête du leader parlementaire du gouvernement! A l'ordre, messieurs!

M. Morin: Par écrit.

Le Président: Par écrit!

M. Levesque: Mais, dans mon cas, il y a eu avis!

Le Président: A l'ordre!

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Ministère de l'Industrie et du Commerce

M. Saint-Pierre: M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel, pour l'année terminée

le 31 mars 1973, du ministère de l'Industrie et du Commerce, de même que le rapport annuel 1973/74 du Centre de recherche industrielle du Québec.

Education physique et sport à l'école

M. Cloutier: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer un des dossiers identifiés comme prioritaires dans les différents discours de la rentrée, soit le dossier sur l'éducation physique et le sport à l'école, pour lequel j'ai l'intention d'ouvrir une consultation.

Le Président: Questions orales des députés.
L'honorable député de Lafontaine.

QUESTIONS DES DEPUTES

Usine de filtration de DesBaillets

M. Léger: M. le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la qualité de l'environnement, qui est en même temps responsable des affaires municipales. Elle concerne la manière dont le contrat de construction de la future usine de filtration DesBaillets, à Montréal, a été accordé. La question lui a déjà été posée dans un sens, en commission parlementaire et en Chambre, mais aujourd'hui je lui pose la question suivante. Le ministre a déjà reçu une demande officielle d'enquête à ce sujet de certains conseillers municipaux. J'aimerais maintenant savoir de lui, premièrement, quelles sont les raisons pour lesquelles la Commission municipale a approuvé la modification d'un contrat à prix fixe de \$63 millions, contrat accordé par soumission publique à la firme Janin Construction, en un nouveau contrat où on a additionné des honoraires et des frais. Le ministre a-t-il l'intention de faire enquête sur la légalité de ce geste, puisque le contrat a été approuvé par la Commission municipale le même jour qu'il était adopté par le conseil de ville de Montréal, ce qui est une anomalie?

M. Goldbloom: M. le Président, je ne connais pas les raisons pour lesquelles cette approbation a été donnée. J'ai demandé à la Commission municipale de me fournir ses raisons et j'agirai quand j'aurai reçu cette réponse. Ma lettre n'est pas encore parvenue à la Commission municipale. J'ai reçu un certain dossier, dont j'ai pris connaissance hier. J'ai rédigé une lettre et elle ne m'a pas encore été présentée pour signature. Il faudra donc un certain nombre de jours avant que je ne sois en mesure de donner une réponse plus précise à la question.

M. Léger: M. le Président, le ministre considère-t-il que le processus qui a été employé respecte le principe des soumissions publiques et est juste pour les autres soumissionnaires quand un contrat adjugé par soumission est retourné, après adjudication, en un autre type de contrat, avec une hausse possible de \$62 millions de plus? C'est injuste pour les autres soumissionnaires qui n'étaient pas là.

Le ministre admet-il que c'est un précédent dangereux?

M. Goldbloom: M. le Président, le député de Lafontaine demande mon avis sur quelque chose. Je ne crois pas être en mesure de lui donner un avis là-dessus. Je vais examiner les faits qui m'ont été présentés cette semaine et je vais essayer de donner un éclaircissement sur toute la situation.

M. Léger: Une dernière question supplémentaire, M. le Président. Le ministre est-il au courant que, par cet exemple, la ville de Montréal, dix jours après, a donné un autre contrat, sans soumission, à la firme Duranceau, basé sur le même principe, pour le vélodrome? Le ministre ne croit-il pas que c'est un dangereux précédent pour le reste des municipalités du Québec qui peuvent suivre en permettant qu'un soumissionnaire, ami d'un certain régime, soumissionne le plus bas possible, sachant qu'il peut corriger ça par la suite, à un tarif beaucoup plus élevé?

M. Goldbloom: M. le Président, d'abord, il faut clairement établir une chose. Chaque conseil municipal est élu par les citoyens électeurs de sa municipalité et doit répondre devant ses citoyens électeurs de ses actions. C'est le premier principe qu'il faut établir. Il est évident que des choses qui ne semblent pas conformes aux bonnes règles de procédures se produisent, et si cela semble, dans un cas particulier, une question majeure, le gouvernement a une certaine responsabilité pour examiner la chose et je...

M. Léger: ... une enquête là-dessus.

M. Goldbloom: M. le Président, j'aimerais simplement donner ma réponse. S'il y a d'autres questions, je serai heureux d'essayer de leur répondre. Le conseil municipal doit prendre ses responsabilités et répondre devant l'opinion publique pour ses actions. Je pense que la dernière question posée par le député de Lafontaine où il me demande de m'exprimer sur le mauvais exemple qu'un geste peut constituer pour d'autres, je ne pense pas que le problème se situe véritablement à ce niveau.

Je reconnais que le problème se situe plutôt au niveau de la toute première question posée par l'honorable député de Lafontaine: la politique générale que l'on doit indiquer aux municipalités et que l'on doit faire approuver ou refuser par la Commission municipale, selon son bon jugement. Je ne mets pas en doute la compétence ni le jugement de la Commission municipale du Québec; je n'ai jamais eu de raisons de douter de la valeur de cet organisme et de ses membres. Donc, je voudrais obtenir de cet organisme un commentaire détaillé sur la situation et je réserverai tout autre commentaire jusqu'au moment où j'aurai reçu cette réponse.

M. Bellemare (Rosemont): Supplémentaire, M. le Président.

M. Bédard (Chicoutimi): Supplémentaire, M. le Président.

Le Président: L'honorable député de Rosemont.

M. Bellemare (Rosemont): Suivant la question du député de Lafontaine, est-ce que l'honorable ministre pourrait déposer une liste devant cette Chambre ou nous dire les noms des conseillers municipaux qui lui ont écrit?

M. Goldbloom: Ce n'est pas un problème très difficile, M. le Président. Je pense que les personnes qui ont porté plainte l'ont fait publiquement; il y a un membre du conseil municipal de Montréal qui a pris la parole devant un club social, je pense, et qui a posé certaines questions. Ces questions ayant pour effet de laisser planer certains doutes, il faudra que j'examine la situation. J'ai pris connaissance, hier même, du texte de cette allocution et de certains autres documents. C'est en vertu de cela que j'ai décidé d'aller plus loin et d'obtenir les renseignements pertinents.

Le Président: L'honorable député de Chicoutimi.

M. Bédard (Chicoutimi): Question additionnelle, M. le Président. Je suis surpris de la réponse du ministre concernant la demande d'enquête du RCM, qui a été formulée tout à l'heure par le député de Lafontaine. Le ministre se rappelle-t-il que je lui ai posé cette question il y a trois semaines et qu'il m'avait répondu qu'il ferait enquête sans délai pour m'informer des raisons qui avaient pu motiver la Commission municipale? Je voudrais savoir quelles sont les raisons du retard du ministre à consulter la Commission municipale.

M. Goldbloom: M. le Président, j'avoue bien sincèrement que, suite à la série de séances que nous avons eues à la commission parlementaire, j'ai...

M. Bédard (Chicoutimi): Pour éclairer votre mémoire ou votre lanterne, non seulement je l'ai posée en commission parlementaire, mais je l'ai posée ici, à l'Assemblée nationale, un vendredi.

M. Goldbloom: M. le Président, j'ai voulu prendre la transcription de tout le débat en commission parlementaire, notamment, et faire relever toutes les suites qu'il faudra donner à ces discussions. Je m'excuse de n'avoir pas encore eu le moyen de le faire, ayant été pris avec certaines autres choses. Entre-temps, la question a fait certaines manchettes et j'ai cru comprendre que je recevrais des documents qui préciseraient la situation. Effectivement, j'ai reçu le texte qui est paru dans mon courrier, hier, et c'est cela qui m'a remémoré la question.

Je m'excuse de ne pas avoir donné suite à la discussion que nous avons eue avant aujourd'hui. Je le ferai.

Le Président: Une question principale, le député de Chicoutimi.

Spéculation foncière à Lebourgneuf

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires muni-

pales et concerne la spéculation foncière dans la future collectivité de Lebourgneuf. Maintenant que le ministre sait qu'un spéculateur du nom de Hervé Maron a acheté près de la moitié des terrains sur lesquels des développements étaient prévus, ce qui fait que la situation à l'heure actuelle est que les trois compagnies du dénommé Maron se sont approprié, depuis deux ans, 29 millions de pieds carrés dans le secteur dont je viens de parler et que cette spéculation a eu comme conséquence de faire monter les prix de \$0.11 le pied carré à \$0.25 le pied carré, je voudrais savoir quel les actions le ministre a l'intention de poser, de concert avec la ville de Québec, pour régler au plus vite la spéculation foncière dans la future collectivité de Lebourgneuf.

M. Goldbloom: M. le Président, il y a, dans la question du député de Chicoutimi, une implication et je ne suis pas certain que je peux accepter cette implication à sa face même. C'est que c'est en connaissance de ce futur développement que la personne dont il a mentionné le nom a acquis les terrains en question. Autrement, si ce n'était pas en connaissance d'un développement projeté... Je tiens à souligner qu'à ma connaissance, le projet a été gardé secret jusqu'au moment de sa publication, il y a à peine trois semaines ou quatre au plus.

Effectivement, quand le maire de Québec est venu me rencontrer, plusieurs mois auparavant pour me faire part de cette notion de collectivité nouvelle, il nous a demandé à nous, au ministère, la plus grande discrétion et la plus grande "confidentialité" quant à ce dossier, ce que nous avons essayé d'observer, et je ne suis pas au courant de fuite de ce dossier avant sa publication à l'hôtel de ville de Québec.

Donc, si une personne a acquis des terrains simplement dans le cours normal des transactions immobilières, je ne voudrais pas que l'implication soit répandue que l'on doive mettre fin à toute transaction immobilière qui peut éventuellement se retrouver à l'intérieur d'un développement quelconque. Il y a du développement qui va se faire autour de chacune de nos principales villes. Alors, je vais regarder ces transactions, pour voir quelle est leur relation temporelle avec la publication du projet Lebourgneuf.

M. Bédard (Chicoutimi): Question additionnelle, M. le Président. Le ministre se réfère au maire de Québec. Le maire de Québec a déclaré récemment que cette situation, dont j'ai parlé au ministre des Affaires municipales, était la conséquence de la lenteur des deux gouvernements, fédéral et provincial, à s'entendre.

Je voudrais savoir ce qu'en pense le ministre des Affaires municipales. Je voudrais également savoir s'il y a eu des consultations avec la ville de Québec sur ce problème précis de la spéculation foncière.

M. Goldbloom: M. le Président, l'honorable député de Chicoutimi fait dévier la question en parlant de lenteur. Je viens de lui indiquer qu'à ma connaissance...

M. Bédard (Chicoutimi): C'est le maire de Québec qui l'a déclaré.

M. Goldbloom: D'accord, l'honorable député de Chicoutimi cite le maire de Québec. Je ne fais pas de commentaires sur cette citation, ce n'est pas une chose dont j'ai eu connaissance personnellement. Je doit souligner que le projet a fait l'objet d'une étude assez détaillée. Si l'honorable député de Chicoutimi avait été présent lors de la présentation du projet par les autorités municipales, il m'aurait entendu dire que nous avions effectivement des hésitations parce que la ville utilise un programme à portée limitée, le programme d'acquisition de terrains, pour lancer un projet de collectivité nouvelle. Le gouvernement fédéral, qui a annoncé un programme pour l'appui financier aux collectivités nouvelles, n'a jamais mis de viande dans cela, n'a jamais publié de détails de ce programme. Donc, il n'y a pas d'entente là-dessus. C'est une autre facette de la même situation.

M. Bédard (Chicoutimi): Une dernière question additionnelle, M. le Président. Je voudrais savoir du ministre, étant donné cette situation — je suis surpris qu'il ne soit pas au courant de la déclaration du maire Lamontagne — si le ministre a l'intention, comme je le lui ai demandé à plusieurs reprises au cours de la discussion des crédits en commission parlementaire, de tracer un tableau statistique de la spéculation foncière, au moins dans une région qui pourrait être, par exemple, celle de Québec.

M. Goldbloom: J'ai déjà dit à l'honorable député de Chicoutimi que pour tracer un tel tableau il faut avoir une définition de la spéculation, et cela me reporte à ma première réponse à sa série de questions. Qu'est-ce que la spéculation foncière? Il affirme qu'il y a de la spéculation foncière en vertu d'une certaine transaction et d'une certaine augmentation du prix des terrains, mais il y a des augmentations de prix un peu partout au Québec, là où il y a un développement en perspective, de façon générale. Il faut d'abord savoir ce qu'est la spéculation et cela par rapport à un projet précis et à l'avantage injustifié que peut retirer une personne quelconque du fait qu'elle est au courant de quelque chose qui n'est pas de notoriété publique.

M. Bédard (Chicoutimi): Donnez-nous votre définition de la spéculation foncière. Vous ne nous l'avez jamais dite.

Le Président: L'honorable député de Rouyn-Noranda.

Menace de grève chez les policiers de Montréal

M. Samson: M. le Président, je voudrais adresser ma question à l'honorable premier ministre.

Devant l'éventualité d'une grève des policiers de Montréal, nous apprenons que, d'une part, la Sûreté du Québec a envoyé des renforts à proximité de Montréal et que, d'autre part, il y aurait eu mouvement de troupes, hier. Est-ce que le premier mi-

nistre est en mesure de nous dire si ces déplacements sont à la demande du gouvernement du Québec? Sûrement, pour le cas de la Sûreté provinciale, mais pour le cas de l'armée canadienne, est-ce que ces déplacements sont sur demande du gouvernement du Québec?

M. Bourassa: M. le Président, j'ai eu l'occasion de répondre à cela à multiples reprises. J'ai donné une conférence, hier, au colloque sur les sociétés d'Etat. Par la suite, j'ai suivi la situation de très près. J'ai communiqué avec M. Custaud et M. L'Ecuyer à plusieurs reprises. Je prévoyais que les policiers auraient le sens des responsabilités nécessaire pour ne pas recourir à une grève aujourd'hui, même si plusieurs peuvent se demander si leur impatience n'est pas justifiée sous certains rapports. Mais comme on le sait, c'est une question très complexe, cette question des fonds de pension. De part et d'autre, on fait ces jours-ci des efforts considérables pour essayer d'arriver à une solution.

Par ailleurs, le gouvernement, lui, doit faire preuve de vigilance et de prévoyance. Il doit voir à ce que des mesures puissent être prises en cas d'une grève possible. Je ne crois pas qu'on puisse blâmer le gouvernement de ne pas prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité publique des citoyens de Montréal. Je crois que tous les citoyens de Montréal et j'en suis convaincu, les policiers eux-mêmes — vont être d'accord pour que le gouvernement soit prévoyant et vigilant sur ces questions, de manière à ne pas compliquer les négociations qui ont lieu actuellement.

Je n'ajouterai pas d'autres commentaires. Tout ce que je dirai au chef parlementaire du Ralliement créditiste, c'est que nous avons été prévoyants et vigilants, comme d'habitude. Nous avons essayé de prévoir toutes les éventualités. Mais il n'y a pas eu de demande officielle, il n'y a pas eu de demande formelle de la part du gouvernement pour avoir recours aux forces de l'armée. Cela n'exclut pas des discussions en prévision de précautions nécessaires et tout à fait légitimes, mais il n'y a pas eu de demande formelle et officielle.

M. Samson: Est-ce que je dois comprendre, M. le Président, quand même, que les mouvements de troupes d'hier sont, en prévision d'une grève possible, aux fins d'assurer la sécurité sur le territoire de Montréal? Est-ce que c'est cela qu'on doit comprendre?

M. Bourassa: M. le Président, je crois que j'ai répondu de la façon la plus complète possible dans les circonstances. D'après l'assemblée de ce matin, le chef parlementaire doit constater que tout danger de grève est écarté. Il y avait une possibilité hier, j'ai personnellement suivi la situation de très près, hier soir et une partie de la nuit, mais aujourd'hui tout danger est écarté. Je crois que la question du député de Rouyn-Noranda doit se situer dans ce contexte.

Le Président: Dernière.

M. Samson: M. le Président, une question supplémentaire.

Si le premier ministre est en mesure de nous affirmer que tout danger de grève est écarté, tant mieux. Mais est-ce qu'en prévision — parce que le premier ministre a dit tantôt qu'il aimait bien prévenir — de l'avenir, le gouvernement a l'intention de revoir la question du travail concernant les grèves dans les services essentiels comme les services policiers? Est-ce que ce ne serait pas là une possibilité de prévision d'avenir de voir qu'il y ait une loi adéquate pour éviter que cela se reproduise?

M. Bourassa: M. le Président, je réfère le député de Rouyn-Noranda au discours inaugural qui traite de cette question.

Le Président: Le député de Johnson.

Projet d'aluminerie au parc industriel Saint-Augustin

M. Bellemare (Johnson): M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il y a environ trois semaines, la Communauté urbaine de Québec annonçait qu'elle avait acquis des terrains, près du parc industriel de Saint-Augustin, pour agrandissement. Ma première question, M. le Président, est-ce que ces terrains acquis par la Communauté urbaine de Québec sont effectivement destinés à la Société générale de financement dont elle est actionnaire dans la National South Wire Aluminium, pour la construction d'une aluminerie destinée à la région de Québec? C'est ma première question.

Ma deuxième, j'aime autant vous la donner tout de suite, pour qu'on puisse répondre en même temps. Est-ce que le ministre peut nous dire si l'OPDQ aurait émis un avis à cet effet, pour cet endroit, prétendant que ce serait le site idéal?

Une information a été déposée au bureau du ministre à ce sujet. S'il y a eu une telle information ou s'il y a eu un tel verdict, est-ce que cet avis pourrait nous être communiqué, si c'est possible et si c'est d'intérêt public?

M. Saint-Pierre: M. le Président, le projet d'aluminerie n'étant pas rendu au stade des décisions finales, il n'y a pas de site qui a été, de façon irrévocable, choisi. Mais Saint-Augustin étant un des sites les plus favorables, dans la région de Québec, pour se prêter à la construction d'un complexe important, à ma demande, la Communauté urbaine de Québec a, par voie d'expropriation, pour éviter toute spéculation sur les terrains, exproprié plus de 1,500 acres dans le territoire de Saint-Augustin.

Mais, encore une fois, ces terrains, si le projet ne marchait pas, pourraient être affectés à d'autres fins ou on pourrait cesser tout simplement le processus d'expropriation. C'est simplement pour éviter une spéculation sur les terrains que nous l'avons fait.

A la deuxième question, comme le sujet de l'aluminerie a été discuté par plusieurs de mes collègues qui siègent au groupe ministériel des affaires

économiques et du développement régional — y siègent le ministre responsable de l'OPDQ, le vice-premier ministre, de même que le ministre d'Etat — ces derniers ont été, tout au long, maintenus au courant de l'évolution de ce dossier, de même que de l'examen de sites possibles. Je dois dire que ce site, au moment où il a pu être envisagé, n'était pas en opposition avec tout schéma d'aménagement qui avait pu être retenu d'une façon officielle pour la région du Québec métropolitain, qu'il était conforme aux vues de l'OPDQ en ce qui touche les disparités régionales et la nécessité d'intervenir au niveau de la qualité de l'emploi secondaire dans la région de Québec.

En particulier, une certaine préférence avait été manifestée par l'OPDQ entre la rive nord du Saint-Laurent par rapport à la rive-sud. Comme l'OPDQ siège au comité ministériel qui, suivant l'arrêté en conseil, est chargé de suivre l'évolution de ce dossier, au moment opportun, il pourra signifier son avis.

Derrière la question très pertinente du député de Johnson, il y a, bien sûr, toute la question de la pollution. Je regrette les informations erronées qui auraient pu circuler dans les journaux récemment; j'entends, au cours des prochaines semaines, déposer un dossier sur ce sujet. Premièrement, il est faux de parler de vents dominants ou de fumée, puisque le procédé technique utilisé dans l'aluminerie envisagée est non pas un procédé humide qui demande de grandes cheminées, mais un procédé sec, de telle sorte qu'il n'y aura aucune cheminée et que, sur le plan de la pollution, il n'y aura aucune difficulté.

Nos préoccupations, sur ce plan, portaient plutôt sur la pollution visuelle, compte tenu du fait que ce serait situé le long du Saint-Laurent. Je suis certain que l'OPDQ pourra nous faire de sages recommandations sur l'emplacement final de l'aluminerie.

M. Bellemare (Johnson): Question supplémentaire, M. le Président, et ce sera ma dernière. Est-ce que l'honorable ministre peut nous dire s'il y a eu un protocole d'entente avec cette compagnie, National South Wire Aluminum? Deuxièmement, avant que le ministre réponde, est-ce que le ministre pourrait nous donner un certain délai quant à la réalisation de ce projet: un mois, six mois, un an?

M. Saint-Pierre: M. le Président, à la première question, il y a eu, à la suite de rencontres auxquelles j'ai participé moi-même, un échange non pas de correspondance, mais des accords qui ont été agréés. La partie contractuelle, en ce qui touche le gouvernement du Québec, se résume essentiellement à l'arrêté en conseil que j'ai déposé ici même en cette Chambre et qui nous donne notre partie.

Du côté de National South Wire, il y avait un engagement de poursuivre, à frais partagés, l'étude de rentabilité pour la mener à ses fins, de même qu'accepter les grands paramètres que nous avions envisagés dans le projet.

L'étude de rentabilité, d'une façon finale, doit nous être soumise entre le 15 juin et le 1er juillet. Des décisions pourraient être prises mutuellement avant le 1er septembre, de telle sorte que, si tout est

agréé par les parties, il pourrait y avoir un début de construction à l'automne 1975.

Le Président: L'honorable député...

M. Bédard (Chicoutimi): Additionnelle.

Le Président: Additionnelle, l'honorable député de Chicoutimi.

M. Bédard (Chicoutimi): Je voudrais savoir ceci du ministre: si ce projet se concrétise, est-ce qu'il appréhende des conséquences désavantageuses vis-à-vis des usines de l'Alcan, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean? Parce que le ministre sait très bien qu'il se pose beaucoup de questions dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean concernant les conséquences possibles de cette implantation d'une aluminerie dans la région de Québec.

M. Saint-Pierre: M. le Président, si le projet se concrétisait, bien sûr, la production d'aluminium ne pourrait débuter que dans deux ou trois ans, suivant les délais habituels pour la construction d'un complexe de tout près de \$500 millions.

Ceci dit, je puis confirmer au député de Saint-Jean, comme je l'ai fait d'ailleurs aux représentants des travailleurs de l'Alcan, qu'il a sûrement pu consulter lui-même, après les discussions que j'ai eues avec les dirigeants de l'Alcan, que le projet ne vise aucunement des marchés qui sont actuellement détenus par l'Alcan, particulièrement à son usine d'Arvida. De même, le projet ne vise aucunement le marché intérieur québécois. Le projet s'adresse essentiellement à des marchés américains et internationaux et, je le répète, vise une forme de transformation, en ce qui touche nos partenaires, qui est à 100% de la capacité de production de l'usine.

Ce sont les accords que nous aurions été prêts à faire avec d'autres compagnies canadiennes, mais comme, à l'époque, celles-ci se refusaient d'envisager un complexe basé sur l'aluminium avec un si haut degré de transformation, nous avons dû aller de l'avant avec un partenaire qui, lui, était prêt à vivre avec les exigences que nous formulions, exigences qui nous paraissaient normales, compte tenu de l'avantage que le Québec pouvait avoir face à d'autres implantations.

M. Bédard (Chicoutimi): Dernière question additionnelle, très courte, M. le Président. Le ministre est-il au courant de la déclaration du président de l'Alcan, M. Lemon, qui a dit très clairement que l'installation de ce projet d'aluminerie dans la région de Québec pourrait avoir des effets sur de nouveaux projets d'expansion qui avaient déjà été annoncés pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean par l'Alcan?

M. Saint-Pierre: M. le Président, il y a bien des choses, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui ont été écrites sur ce projet. Je peux sim-

plement dire qu'ayant rencontré le président de l'Alcan quelques jours après les déclarations qu'on mentionne, celui-ci m'avait dit que les journalistes l'avaient mal cité.

Le Président: L'honorable député de Saint-Jean. Le suivant, l'honorable député de Saguenay.

M. Bédard (Chicoutimi): On va lui demander si c'est vrai qu'il vous l'a dit!

Situation dans les écoles publiques

M. Veilleux: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Éducation. Le ministre de l'Éducation pourrait-il nous donner un aperçu de la situation dans les CEGEP et dans les écoles publiques du Québec en cette fête de l'Internationale?

M. Cloutier: M. le Président, je suis en relations constantes avec tout le réseau de l'éducation, et tous les jours, pas seulement en ce 1er mai, ceci par le truchement des bureaux régionaux. On vient de me remettre un rapport préliminaire par télex. La situation est calme sur l'ensemble du territoire.

Il y a bien quelques journées d'étude ici et là, en particulier à la régionale des Bois-Francs...

M. Samson: ...

M. Cloutier: ... dans la région de Québec. A Sherbrooke, le CEGEP ne fonctionne pas; les étudiants sont en journée d'étude. Dans les quatre régionales du Lac-Saint-Jean, il n'y a rien de spécial, sauf un tout petit peu de contestation à la régionale Louis-Emond. Il n'est pas mauvais qu'on se rende compte qu'on suit la situation d'assez près, M. le Président. La région qui semble présenter le plus de difficulté, où il y a un peu de confusion, c'est la région de la Mauricie. Il y a d'ailleurs là, de la part de la CEQ, un choix qui a été fait et il semble que la contestation se polarise surtout de ce côté.

Ce que je voudrais dire, M. le Président, c'est que le gouvernement n'est pas contre les travailleurs, même si la tentative de motion du chef de l'Opposition tentait à le faire croire. Le gouvernement n'est pas contre les travailleurs. Il l'a amplement montré depuis qu'il est au pouvoir. En revanche, il est contre l'utilisation de l'école à des fins partisans.

Le Président: Question supplémentaire.

M. Veilleux: Avant-hier, en lisant les journaux, on apprenait que 20 CEGEP débraieraient le lendemain et finalement, hier, on nous annonçait que ce serait une dizaine de CEGEP, au Québec. Quelle est la situation, dans les CEGEP, en cette fête de l'Internationale, face à la décision du ministère de l'Éducation de mettre en tutelle le CEGEP de Limoilou?

M. Cloutier: M. le Président, il n'y a jamais eu 20 CEGEP. J'aurais rectifié les faits si on m'avait posé la question. Il y a eu sept CEGEP qui, à la suite de la décision de Limoilou, ont manifesté, et d'une façon

fort limitée, puisque cela s'est fait dans le cadre de journées d'étude. Actuellement, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, dans l'ensemble, les choses se déroulent à peu près normalement et j'y vois l'effet de la mobilisation de l'opinion publique.

Il est évident que l'école véhicule des systèmes de valeurs, mais il se trouve qu'on est élu précisément pour maintenir ces systèmes de valeurs qui correspondent aux aspirations de la société québécoise. Est-ce que j'aurais pu prendre une autre attitude?

Le Président: Le député de Saguenay.

M. Lessard: M. le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de l'environnement.

Empoisonnement de travailleurs à la Canadian Copper

M. Lessard: Est-il exact que, suite à l'empoisonnement de deux travailleurs dans l'usine de la Canadian Copper à Montréal, les déchets ou les dirigeants de cette compagnie, dis-je, auraient décidé de...

Les dirigeants, je me suis repris, M. le Président, mais pour les travailleurs, des fois, c'est la même chose.

Des Voix: Ah!

M. Lessard: Les conséquences sont les mêmes. Est-il exact, M. le Président, que suite à l'empoisonnement de deux travailleurs...

M. Cadieux:... passer par là pour les empoisonner.

M. Lessard:... à l'usine de la Canadian Copper, les dirigeants de cette compagnie auraient décidé d'expédier, par camion citerne, l'acide à sa filiale, la Gaspé Copper Mines, à Murdochville, où on aurait mélangé ces déchets à d'autres résidus pour les déverser dans la rivière York?

M. Goldbloom: M. le Président, la toute dernière partie de la question du député de Saguenay n'est pas conforme à la vérité; il n'y a pas eu de déversement d'acide et de résidus de cette nature dans la rivière York, à notre connaissance. Il y a un bassin de rétention, un étang de rétention dans lequel ces résidus ont été déversés et la rétention avait pour but de neutraliser l'acide et d'éviter la contamination de la rivière.

Cela a été fait pendant une brève période de temps. Quand nous avons été informés de la situation, nous l'avons examinée, nous avons émis une directive à la compagnie. Même s'il n'y avait pas eu, à notre connaissance, une contamination de la rivière, nous n'étions pas satisfaits de la situation. Nous avons émis une directive à la compagnie, l'enjoignant de cesser ce déversement et nous avons suivi cette situation. Il n'y a pas eu de déversement additionnel, à notre connaissance, depuis l'avertissement que nous avons donné à la compagnie.

M. Bellemare (Rosemont): Question de privilège, M. le Président.

Je m'inquiète un peu que l'usine se trouve dans le comté de Lafontaine...

Le Président: A l'ordre! Il ne s'agit pas d'une question de privilège.

Question supplémentaire.

M. Bédard (Chicoutimi): Arrêtez de vous inquiéter.

M. Lessard: Le ministre pourrait-il nous dire s'il accepterait de déposer le rapport préliminaire sur la pollution de la rivière York qui a été préparé en 1968 par M. Florian Grenier? Et le ministre pourrait-il nous dire, étant donné le danger qui a été soulevé par les métaux, concernant la possibilité que ces résidus passent par-dessus le barrage ou le bassin de rétention, si, suite à cette étude, dont les conclusions étaient que la rivière York était polluée par ces résidus, des mesures concrètes ont été prises ou si on a l'intention d'en prendre pour empêcher que cette rivière en arrive à ne plus accueillir la vie aquatique?

M. Goldbloom: M. le Président, la rivière York est importante pour la ville de Murdochville à plusieurs points de vue, point de vue récréatif et autres; nous avons l'intention de la protéger. Le député fait allusion à un rapport et si j'ai bien capté la date c'est il y a sept ans, 1968. Je n'étais pas du côté ministériel de la Chambre à l'époque, il faudra que je sorte ce dossier pour voir exactement ce qu'il y a dans le rapport. Mais il est évident qu'à part ce transport de résidus vers Murdochville, qui a duré une brève période et auquel nous avons mis fin il y a déjà plusieurs semaines, il y a une exploitation minière à Murdochville et il y a une transformation du minerai qui se fait là. C'est à cause de cette transformation que nous avons exigé la construction d'un étang de rétention et, à notre connaissance, cet étang fonctionne convenablement et empêche la contamination de la rivière.

Nous avons fait plusieurs visites. Évidemment, de mémoire, je ne saurais donner les dates des plus récentes visites mais je pourrai donner des renseignements additionnels au député.

M. Lessard: Dernière question additionnelle.

Le Président: Je ferai remarquer au député, qui va tout probablement priver ses collègues de questions, que c'est un problème pas mal local.

Quand même, la période des questions, c'est pour l'intérêt public du Québec; là vous nous parlez d'un problème local, d'une rivière à Murdochville.

M. Lessard: Question de règlement.

Le Président: C'est une remarque que je vous fais. A l'ordre, messieurs!

M. Lessard: M. le Président, je suis d'accord qu'il s'agit d'un projet qui est local mais dont les

conséquences sont provinciales. Il s'agit de protection des rivières à saumon au Québec. On a toujours accusé les pêcheurs, mais ce sont les compagnies qui les vident. C'est relié à deux empoisonnements de travailleurs.

Dernière question additionnelle: Est-ce que le ministre pourrait nous dire où la Canadian Copper déverse maintenant ses déchets ou déverse son acide.

M. Cadieux: Ah! M. le Président!

M. Lessard: On doit la déverser quelque part!

M. Goldbloom: A ma connaissance, M. le Président, et je donne cette réponse sous réserve de vérification, un emmagasinage a été effectué. Je n'ai pas vérifié plus récemment que cela pour savoir en détail de quelle façon les résidus sont traités. Je m'informerai et je donnerai une réponse additionnelle à l'honorable député.

Le Président: Je suis prêt à consentir — la période est terminée — deux questions principales mais sans questions supplémentaires. Je m'excuse, essayez de les condenser dans votre question principale. Le chef de l'Opposition officielle et le député de Beauce-Sud.

Négociations entre Bombardier et la SGF

M. Morin: Je vais tenter de le faire, M. le Président. Ma question s'adresse au premier ministre qui avait justement l'occasion, récemment, de parler de l'importance des sociétés d'Etat. Elle a trait à l'annonce qui a été faite par la société Bombardier de son intention d'entrer en négociation avec la SGF pour intégrer, en totalité ou en partie, sa filiale Marine Industries. J'aimerais demander au premier ministre s'il peut commenter cette annonce et nous dire s'il est d'accord ou non sur l'idée que la Société générale de financement se départisse de cette entreprise qui constitue dans les faits, avec Sidbec, la seule présence majeure du secteur public dans l'entreprise de transformation au Québec?

M. Bourassa: M. le Président, je pourrai envoyer une copie de l'allocution que j'ai prononcée hier au chef de l'Opposition.

M. Morin: J'aimerais que vous me la fassiez parvenir mais je vous ai posé une question plus précise.

M. Bourassa: D'accord, mais chaque année la Société générale de financement comparaît en commission parlementaire pour répondre à toutes les questions de l'Opposition et des députés ministériels. Je crois bien que, d'ici quelques semaines, la Société générale de financement sera présente, comme l'an dernier, pour répondre à ces questions.

M. Morin: M. le Président, je demandais quelle est la politique...

Le Président: A l'ordre!

M. Morin: ... du gouvernement à l'égard des négociations entre la SGF et Bombardier.

Le Président: A l'ordre! Un instant! Je voudrais faire une remarque. Lorsque vous demandez quelle est la politique du gouvernement dans un problème d'ensemble, je ne crois pas, et je le répète encore, que ce soit à la période des questions qu'on doive poser ce genre de questions, à moins que ce soit d'une urgence absolue. D'ailleurs, dans les commissions qui siègent pour examiner les crédits, on peut élaborer les politiques du gouvernement pendant des heures et des heures. Je crois que notre période des questions doit garder un caractère, je dirais, impromptu et incisif.

M. Cadieux: Et d'urgence.

Le Président: Etd'urgenceetvivant, et non pas demander au gouvernement d'établir sa politique. Je pense que c'est impossible pour un ministre, dans une période de deux, trois ou quatre minutes, de donner la politique de son ministère, soit dans l'industrie et du commerce, soit dans l'éducation, ou ailleurs. Je crois qu'il y a d'autres tribunes pour cela; les tribunes, je crois, et c'est mon opinion personnelle, sont les commissions parlementaires, justement actuellement à la période des crédits.

M. Morin: M. le Président, je soulève une question de règlement. Je voudrais vous faire observer, sous forme de question de règlement, qu'il y avait urgence dans cette question puisque c'est une transaction qui risque de s'effectuer, qui risque d'avoir lieu. Donc, elle présente un caractère d'urgence. En deuxième lieu, j'estime que c'est au député qui pose la question à juger si oui ou non il y a urgence.

Des Voix: Ah! Ah! Ah!

Le Président: A l'ordre, messieurs! ... A l'ordre, messieurs! A l'ordre! ... A l'ordre, s'il vous plaît! Je respecte votre opinion mais cela devra prévoir un changement à notre règlement.

L'honorable député de Beauce-Sud.

Herbicides utilisés le long des routes

M. Roy: Merci, M. le Président.

J'ai une question qui concerne deux ministères, soit le ministère des Transports et le ministère des Affaires municipales ou le ministre responsable de l'environnement. J'ai des informations à l'effet que le ministère des Transports, section voirie, s'apprêterait, encore cette année, à déverser des tonnes de liquide pour faire mourir les arbres et les arbustes le long des routes, dans tout le territoire du Québec.

Une Voix: Cela, c'est urgent!

M. Roy: Oui, c'est une question qui est assez urgente, parce qu'on serait en train de mettre le programme en place.

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre!

M. Roy: Des herbicides, M. le Président. J'aimerais savoir si le ministre responsable de la protection de l'environnement entend intervenir auprès de son collègue du ministère des Transports, de façon qu'on mette un terme à cette pollution organisée, pollution qui coûte de l'argent aux contribuables du Québec et qui a pour effet d'enlaidir la bordure des routes.

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre! Messieurs, s'il vous plaît! Je pense que le rôle de président ne doit pas se jouer d'une manière collégiale. Je vous en prie, là. Pour votre question, je crois qu'elle était posée. Il ne s'agit pas d'argumenter sur la question. Votre question est posée; est-ce que le ministre est en mesure de répondre?

M. Goldbloom: M. le Président, nous avons des communications régulières avec le ministère des Transports et avec certains autres ministères qui doivent utiliser des substances, des herbicides surtout, pour dégager les lignes de transmission, les bords d'une route et d'autres endroits où, pour des raisons de sécurité et d'entretien, il faut avoir accès à toute période de l'année.

Il est évident que les substances utilisées peuvent avoir certains effets nocifs. Des recherches se poursuivent continuellement, depuis plusieurs années, pour trouver des substances qui auront un effet le moins nocif possible et le moins durable possible, parce que, évidemment, il y a certaines substances qui persistent dans la nature.

Je ne crois pas qu'à titre de ministre de l'environnement je puisse éliminer complètement cette pratique. En effet, si, par exemple, on ne pouvait avoir accès aux lignes de transmission, en cas de panne, nous...

M. Roy: Je n'ai pas parlé des lignes de transmission; je ne veux pas qu'on noie le poisson. J'ai parlé du bord des routes et je n'accepte pas, M. le Président, qu'on noie le poisson. C'est à propos du bord des routes que j'ai posé la question.

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre! Messieurs, je m'excuse; je demande la collaboration également au ministre pour que ses réponses soient concises, parce que je vais mettre fin à la période des questions et des réponses bien rapidement.

M. Goldbloom: M. le Président, je pense que ma réponse est donnée. Je m'excuse d'avoir cité un autre exemple. mais la sécurité routière implique un certain entretien et nous le faisons en collaboration avec le ministère des Transports, dans le meilleur respect possible de l'environnement.

Le Président: Avant de passer aux affaires du jour, messieurs...

M. Bellemare (Johnson): M. le Président, en vertu de l'article 34...

Le Président: Oui, un instant. Un instant.

M. Mailloux: Je voudrais ajouter ceci en réponse à la question du député de Beauce-Sud; ce n'est pas le ministère des Transports, mais principalement le ministère de l'Agriculture qui normalement fait certains arrosages le long des routes. Je me demande s'il est plus important que le ministère de l'Agriculture — alors qu'on sait que l'arrosage consiste surtout à faire disparaître l'herbe à puce — fasse disparaître l'herbe à puce ou que des gens en souffrent sept années d'affilée.

M. Roy: C'est une réponse ridicule à une question très sérieuse. Je n'accepte pas la réponse et si on avait le droit...

Le Président: A l'ordre! A l'ordre! Je suis debout. Je suis debout. Je suis debout. A l'ordre, s'il vous plaît! Dans le cas, étant donné que la période des questions est terminée depuis au-delà de quinze minutes, en ce qui concerne la question du chef de l'Opposition — je crois qu'il a invoqué la question d'urgence mais que cela s'est perdu par la suite. Dès la prochaine séance, vous pourrez poser votre question, mais peut-être la formuler autrement.

M. Bellemare (Johnson): M. le Président, en vertu de l'article 34 je voudrais vous demander une directive. Il est dit qu'un député peut demander des renseignements sur les travaux de l'Assemblée au président...

Le Président: Au leader du gouvernement.

M. Bellemare (Johnson): M. le Président, maintenant que les comptables du bureau de l'Assemblée nationale ont fait le transfert tel que suggéré par le vérificateur en chef de la province au sujet de l'affaire Morin, est-ce qu'il va y avoir un compromis honorable entre les deux parties?

Le Président: A l'ordre! Non, je ne crois pas que l'article 34 puisse s'appliquer sur cette question. Affaires du jour.

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, en vertu de l'article 34...

Le Président: Je crois que l'article 34 s'applique au leader parlementaire du gouvernement.

M. Bédard (Chicoutimi): Oui, mais je demande la parole au président, ensuite je parle au leader.

Le Président: D'accord, je vous l'accorde.

M. Bédard (Chicoutimi): Bon, on se comprend. En vertu de l'article 34, hier, j'avais posé une question au ministre des Transports concernant la loi de l'Etat du Vermont qui exige un droit d'entrée de \$10 aux camions qui entrent ou sortent de cet Etat. Est-ce que le ministre est en mesure de me donner une réponse?

M. Mercier: Cela ne s'applique pas.

M. Bédard (Chicoutimi): M. le Président, c'est parce qu'on m'avait...

M. Mercier: A titre de juriste rural, l'article 34 ne s'applique pas.

Le Président: Est-ce que vous voulez prendre ma place? Je vous demanderais un peu de silence, un peu de tenue et de décorum, messieurs.

M. Mercier: Certainement!

Le Président: Autrement, il y en a cinq ou six... De la manière dont on fonctionne, vous allez être toujours au moins cinq ou six régulièrement au fauteuil, ici. Je suis à la veille de les identifier.

M. Bellemare (Rosemont): Les six péquistes.

Le Président: Oui?

M. Bédard (Chicoutimi): Je pense que le ministre des Transports a compris le sens de ma demande.

M. Mailloux: J'avais effectivement promis de donner la réponse au député de Chicoutimi. Ayant pris connaissance du document que j'ai devant moi, qui m'a été remis avant mon entrée en Chambre, comme il ne serait pas d'intérêt public que j'en fasse lecture, étant donné qu'il indique de quelle façon le gouvernement du Québec va tenter de négocier avec l'Etat du Vermont, j'informerai ultérieurement le député de Chicoutimi de la manière dont nous nous efforcerons pour que les camionneurs du Québec ne soient pas pénalisés.

Le Président: Affaires du jour.

Travaux parlementaires

M. Levesque: Ce soir, à partir de vingt heures quinze, au salon rouge, commission des institutions financières, compagnies et coopératives pour l'étude des crédits du ministère du même nom.

M. Tetley: Pour la dernière fois.

M. Levesque: A la salle 81-A, commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement pour l'étude des crédits du ministère des Transports. A la salle 91-A, commission de l'agriculture, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture. Donc, trois commissions ce soir à partir de vingt heures quinze: au salon rouge, à la salle 81-A et à la salle 91 -A.

Immédiatement, au salon rouge, commission de l'éducation, des affaires culturelles et des communications pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles. Cette commission cessera ses travaux à 18 h pour les reprendre demain matin. A la salle 81-A, commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement pour l'étude des crédits du ministère des Transports. A la salle 91-A, commission de l'agriculture pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture. J'en fais motion, M. le Président.

Le Président: Pas une motion, un avis.

M. Levesque: J'en donne avis, M. le Président. C'est parce que je cherchais une façon de voter.

Le Président: Oui, sur l'ajournement de la Chambre. Si je comprends bien...

M. Lessard: Si je comprends bien, la Chambre ne siège pas.

Le Président:... c'est votre intention de proposer l'ajournement de la Chambre.

Motion d'ajournement de la Chambre

M. Levesque: Oui, M. le Président. Je vais le faire immédiatement. Je propose l'ajournement de la Chambre à demain, dix heures.

M. Lessard: Vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

Vote sur la motion

Le Président: A l'ordre, messieurs!
Que ceux qui sont en faveur de cette motion d'ajournement veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Bourassa, Levesque, Parent (Hull), Mailloux, Saint-Pierre, Choquette, Cloutier, Lalonde, Lachapelle, Berthiaume, Goldbloom, Simard, Quenneville, Mme Bacon, MM. Hardy, Tetley, Bienvenue, Toupin, Harvey (Jonquière), Vaillancourt, Cadieux, Arsenault, Houde (Abitibi-Est), Desjardins, Giasson, Perreault, Brown, Fortier, Bossé, Kennedy, Bacon, Blank, Bédard (Montmorency), Veilleux, Brisson, Saindon, Cornélius, Houde (Limoilou), Lafrance, Pilote, Lamontagne, Fraser, Picard, Gratton, Gallienne, Assad, Carpentier, Dionne, Faucher, Saint-Germain, Harvey (Charlesbourg), Pelletier, Shanks, Bellemare (Rosemont), Bérard, Bonnier, Boudreault, Boutin, Chagnon, Marchand, Ostiguy, Caron, Côté, Denis, Déziel, Dufour, Harvey (Dubuc), Lachance, Lapointe, Lecours, Malépart, Malouin, Massicotte, Mercier, Pagé, Parent (Prévost), Picotte, Sylvain, Tardif, Vallières, Verreault, Morin, Léger, Charron, Lessard, Bédard (Chicoutimi), Samson, Roy, Bellemare (Johnson), Leduc.

Le Secrétaire: Pour: 90 — Contre: 0

Le Président: Cette motion est adoptée et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, dix heures.

(Fin de la séance à 16 h 18)

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de faits ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. Il est disponible au coût de \$2. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

On s'abonne au journal des Débats en envoyant au comptable de l'Assemblée nationale \$8 par année. (Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances).

Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau: 74-A
Téléphone: 643-2890